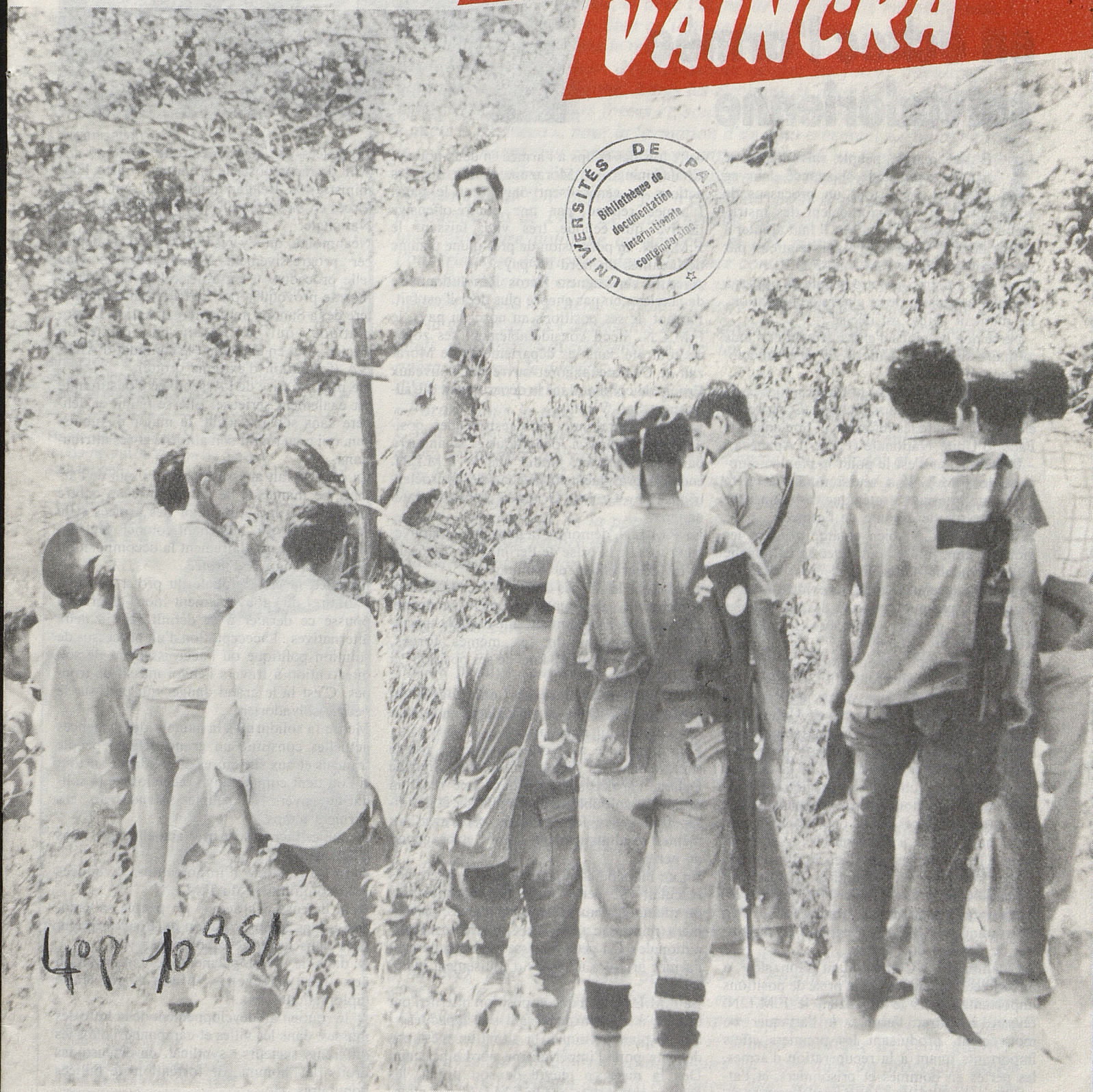


FARABUNDO

Bimestriel du Comité de solidarité
avec le peuple d'El Salvador n° 6
janvier - février - mars 1983 - 5 F

**EL SALVADOR
VAINCRA**



409.10951

**POUVOIR POPULAIRE ET EGLISE DES PAUVRES
dans les zones contrôlées**

Le F.M.L.N. met en échec l'armée salvadorienne



LE fait que le peuple salvadorien se trouve à un stade si avancé dans sa lutte est dû à tout un processus de construction et de renforcement des instruments politiques et militaires. Il faut ajouter à ceci le degré d'unité et de maturité atteint par son avant-garde, le F.M.L.N.-F.D.R..

Tout ceci a permis à notre peuple de passer à une phase décisive de sa guerre de libération. Le moment actuel est décisif :

- parce que les plans d'entraînement et d'aide militaire des Etats Unis à l'armée salvadorienne ont échoué;

- Parce que les projets politiques successifs des Etats-Unis ont aussi échoué. D'abord les élections, ensuite les réformes et finalement le Pacte d'Unité Nationale (Pacte d'Apaneca); - Parce que, et c'est le point le plus déterminant, le F.M.L.N. a réussi à donner à la guerre un tournant stratégique et commencer un processus de déroute de l'armée.

Si ce tournant est bien entamé pendant les mois de juin, juillet août, avec la campagne « Commandant Gonzalo : Héros d'Usulután » il est devenu encore plus évident avec la succession presque continue des campagnes « Héros et martyrs d'octobre » et « Héros Révolutionnaire de janvier ».

Les conditions politico-militaires qui prévalaient après les élections du 28 mars ont poussé le F.M.L.N. à passer de la dispersion à la concentration des Forces en Unités plus grandes pour porter des coups stratégiques à l'armée, capables d'accélérer son processus de décomposition. De passer de la défense des positions à l'offensive stratégique, à attaquer l'armée en mouvement, à embusquer des compagnies entières qui ne peuvent se reconstituer par la suite, à disperser les forces ennemies, à leur faire des centaines de prisonniers, à leur récupérer des quantités importantes d'armes. C'est à dire à miner la capacité d'offensive de l'armée et ses structures.

En résumé le F.M.L.N. a entamé un processus de déroute de l'armée.

La campagne « Commandant Gonzalo » a ouvert cette brèche. Avec la prise de positions importantes dans le Morazan, le F.M.L.N. réussit à attirer l'armée, à l'attaquer en mouvement, produisant les premiers effets importants quant à la récupération d'armes, les pertes en hommes et prisonniers, et l'atteinte au moral de l'ennemi, par la capture du vice-ministre de la Défense.

La campagne « Héros et martyrs d'octobre » approfondit cette brèche. Le F.M.L.N. porte

cette fois des coups à l'armée en deux points : Chalatenango et Morazan, tandis que les actions se généralisent dans tout le pays. L'armée répond par une contre-offensive tardive qui échoue très vite, laissant le F.M.L.N. en possession de près d'une dizaine de localités du nord du pays.

Avec la campagne « Héros Révolutionnaire de janvier » un pas encore plus décisif est fait. Partant de ses positions au nord du pays, le F.M.L.N. étend considérablement ses zones de contrôle dans les départements de Morazan et Chalatenango et ouvre des nouveaux Fronts de combat dans le département d'Usulután et San Vicente.

L'armée abandonne sans résister des positions stratégiques à Jocoaitique et Meanguera dans le Morazan, tandis que le F.M.L.N. encercle pratiquement la centrale hydroélectrique de « Cerron Grande » dans Chalatenango.

Le F.M.L.N. démontre la capacité de mouvement lors de la prise de Berlin, ville imposante du département d'Usulután.

Tandis que les forces du Front Nord-Oriental contenaient la contre-offensive ennemie, affrontant 6.000 hommes, une brigade spécialisée, provenant de ses mêmes forces, manœuvre à 50 ou 60 kms de ses positions et prend Berlin.

Lors de cette dernière campagne du F.M.L.N., l'armée a dû se déplacer au rythme que celui-ci lui imposait.

Pour faire face à la crise provoquée par le soulèvement du lieutenant-colonel Sigfride Ochoa, l'armée se lance dans une réaction rapide, se voit obligée à se mobiliser et à utiliser toutes ses forces; mais ceci avec les mêmes résultats : aucun succès et beaucoup de pertes.

En un mois de campagne Radio Venceremos calculait 795 pertes humaines réparties plus ou moins également : morts, blessés, prisonniers (remis peu après à la Croix Rouge Internationale). On peut supposer qu'actuellement l'armée arrive à un stade d'épuisement intense.

Le F.M.L.N. et la décomposition interne l'ont obligée à agir en dépassant ses capacités.

Sur le plan politique, la situation n'est pas délicate pour l'impérialisme nord-américain. Dès la mise en œuvre de son projet, les actions entreprises par le F.M.L.N. ont affectées le résultat des élections salvadoriennes qui passant par la fraude ont donnée comme résultat la composition des forces rivales

contrôlées par l'extrême-droite.

Afin de récomposer le projet réformiste, l'administration Reagan impose au sein de ces forces en mésentente le fameux Pacte d'Unité Nationale.

Néanmoins, on s'y réserve le droit de déplacer progressivement l'extrême-droite. Une telle procédure a été utilisée lors de la crise récente provoquée par l'attribution du ministère de la Santé à un membre d'Action Démocratique - qui ne faisait pas partie du Pacte - tout en déplaçant le candidat d'ARENA (formation d'extrême droite).

De plus, la crise de l'Assemblée Constituante est également sérieuse. Elle se réunit et délibère sans son président, le major d'Aubuisson, qui a vu réduit son autorité et ses attributions.

La crise se fait aussi ressentir au sein de l'armée. Le manifeste de jeunes officiers contre la politique de l'état major des armées et le soulèvement du lieutenant-colonel Sigfrido Ochoa montrent clairement la décomposition dans les rangs de l'armée.

En effet, la crise globale du projet politico-militaire du gouvernement nord-américain pousse ce dernier à se définir face à deux alternatives : l'acceptation d'un processus de solution politique ou l'accroissement de son intervention à travers l'envoi massif de troupes. C'est là le grand danger qui pèse sur le peuple salvadorien.

Mettre la solidarité à la hauteur des exigences actuelles constitue un grand défi au peuple français et aux structures de solidarité surtout si l'on tient compte de la récession de la solidarité envers le peuple salvadorien, ces derniers temps.

Parmi les tâches à réaliser actuellement, nous trouvons :

- la diffusion d'importantes avancées politico-militaires du F.M.L.N.;
- la défense des acquis du peuple salvadorien : dans la construction du Pouvoir populaire dans les zones contrôlées;
- dans le développement de l'information sur les différents plans : politico-diplomatique, etc...

- le soutien au développement de la lutte des masses, dans les villes et campagnes, dans les différents secteurs : syndical, de défense des droits de l'homme, de formation de milices populaires, etc...

Mais avant tout, l'opposition active à une éventuelle aventure interventionniste du gouvernement nord-américain. ■

SOMMAIRE

La progression irréversible du FMLN face à une armée démoralisée et divisée.	2
Bilan politico-militaire de 3 années de lutte.	4
Voyage du Pape au Salvador : la position de l'église populaire.	7
Carte du Salvador.	8
L'organisation du Pouvoir Populaire dans les zones contrôlées	10
Vers un renforcement de la solidarité Plan d'action du Front Mondial de Solidarité avec le Salvador :	
Coordination européenne de solidarité : création d'un secrétariat européen de solidarité avec le Salvador	13
Miguel Marmol, seul survivant des dirigeants de l'insurrection de 1932, source historique du combat actuel que mène le peuple salvadorien.	14
Radio Venceremos : un instrument fondamental de la lutte du peuple salvadorien.	15



Directrice de la publication :
Solange Ameye
Bimestriel d'information
du Comité Salvador
68, rue de Babylone 75007 PARIS
N° de Commission paritaire : 64808
Photocomposition et Impression : La Boutique à Signes
Photos : Institut du cinéma d'El Salvador révolutionnaire
ISSN : 0294-3123

Reagan accroît son aide

La guerre populaire de libération se développe chaque jour sous l'impulsion des forces révolutionnaires, dans les domaines politiques, militaires et diplomatiques, et avec l'appui de la solidarité internationale. Le mouvement des masses, bien qu'il ne se manifeste pas au grand jour, est de plus en plus présent dans le mouvement insurrectionnel. Les problèmes internes de l'armée, dus aux défaites subies devant les forces populaires, ont accentué la crise du régime. Après les élections de mars 82, les militaires ont tenté de regrouper leurs forces et, sous la pression des Etats-Unis, conclu le « pacte d'Apaneca », pour la formation d'un gouvernement « d'unité nationale ». Cependant, les contradictions entre les partis ne font que s'aggraver, comme le montre l'attitude de D'Aubuisson, qui menace de démissionner de l'Assemblée qu'il ne parvient pas à contrôler, pour se présenter aux élections présidentielles de 1984. Le gouvernement militaire tente toujours de donner une couverture politique au génocide et aux plans interventionnistes que l'impérialisme développe, dans sa guerre contre le mouvement de libération. Les contradictions au sein de l'armée sont de plus en plus marquées : D'Aubuisson accuse le général Garcia, ministre de la Défense, d'incapacité à diriger la guerre, et les « assesseurs » nord américains traitent d'incompétants les chefs militaires salvadoriens; ce qui les conduit à diriger eux-mêmes les opérations sur le terrain.

C'est dans ce contexte qu'a été présentée comme alternative, la création du « Forum pour la paix et la démocratie » auquel participent le Honduras, le Costa Rica, El Salvador, la Jamaïque, Belize et la Colombie. L'annonce d'une conférence des présidents, du Guatemala, du Salvador et du Honduras, à la suite du voyage de Reagan en Amérique Centrale ne peut qu'entraîner l'intensification de l'agression. Déjà, le Honduras intervient plus largement dans les massacres de la population de Chalatenango, du Morazan, et des réfugiés sur son propre territoire. Les dissensions restent superficielles, et le gouvernement Reagan a récemment « certifié » l'amélioration des droits de l'homme. Mais avant cela, l'ambassadeur Hinton a « obligé » le gouvernement salvadorien à enquêter sur l'assassinat des quatre religieuses et des deux assesseurs nord-américains qui travaillaient pour la réforme agraire, afin de présenter cette enquête comme une amélioration évidente. Son affirmation prouve seulement sa volonté de continuer la guerre au Salvador, et d'obtenir du Congrès une augmentation de l'aide économique et militaire. Que lui importent les 5.000 assassinés et disparus de l'année 1982 et les 678 déjà dénombrés cette année ! La récente déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies, celle des pays non alignés, sur le Salvador et l'Amérique Centrale, démentent totalement les propos de Reagan.

Malgré cela, les forces révolutionnaires du Salvador mettent en échec les manœuvres politiques et les offensives militaires de l'impérialisme nord-américain et de ses valets.

La proposition de dialogue du F.M.L.N.-F.D.R. réaffirme sa volonté de trouver des solutions politiques répondant aux intérêts et aux aspirations des travailleurs et du peuple dans son ensemble. Cette proposition a été accueillie favorablement par l'opinion internationale tandis qu'à l'intérieur du pays, elle a été rejetée par les partis de droite. Récemment, les U.S.A. se sont prononcés pour une « issue politique » du conflit, prétendant amener le F.M.L.N.-F.D.R. à déposer les armes en échange d'un partage du pouvoir. On sait que l'impérialisme n'est pas disposé à négocier sur des bases de justice et de dignité qui permettraient le règlement politique de cette guerre.

Le mouvement populaire révolutionnaire est entré dans un processus ascendant vers sa libération définitive. Soutenu dans son avancée par le fusil des combattants, le renforcement du Pouvoir Populaire dans les zones contrôlées et la volonté inébranlable du peuple qui participe à la lutte et à l'insurrection pour la conquête de ses droits ■

Bilan politico-militaire de trois années de lutte

JANVIER 81 : le F.M.L.N. passe à l'offensive.

En décembre 79 était scellée l'unité des organisations politico-militaires. Commença alors un long processus avec, en 1980 la naissance des premières structures du F.M.L.N. qui permirent la planification de l'offensive du 10 janvier 81. Cette offensive marque alors un tournant dans la guerre de libération. On assiste depuis, à une modification rapide du rapport de forces au profit des révolutionnaires. Cette nouvelle phase de la guerre se caractérise par la multiplication des campagnes militaires et insurrectionnelles, à chaque fois plus importantes. Annonçant à grands renforts de publicité la défaite de l'offensive du F.M.L.N., l'administration Reagan n'a pas su évaluer la capacité ni l'orientation prise par le mouvement populaire. Dès février 81, le Pentagone imagine une stratégie afin d'anéantir la guérilla en trois mois. Pendant toute l'année 81, l'armée va s'acharner contre les bastions du F.M.L.N., provoquant de véritables génocides contre la population désarmée, obligeant 500 000 salvadoriens à s'exiler. 46 offensives seront lancées dans tout le pays, mobilisant de 1 000 à 7 000 hommes, soutenues par l'aviation et l'artillerie. Malgré les pertes humaines, cette stratégie échouera et l'armée gouvernementale en sortira affaiblie. Le ministre de la défense, reconnaît en novembre 81 la mort de 1 350 hommes auxquels il faut ajouter quatre fois plus de blessés. Avec l'augmentation des effectifs militaires qui passent de 11 000 à 40 000 hommes la perte de 6 000 soldats en 11 mois aurait de quoi inquiéter n'importe quel observateur militaire.

DECEMBRE 81 : Vers une meilleure coordination des actions.

Fort de l'expérience acquise dans le combat, le F.M.L.N. reprend l'initiative de la guerre, avec une meilleure coordination et utilisation de ses forces. Au cours des premiers mois de l'année 82, les forces du F.M.L.N. assimilent et commencent à mettre en pratique le principe de l'offensive continue, qui consiste à attaquer sans discontinuer les objectifs de l'en-

mi, en engageant toutes les forces disponibles et en combinant toutes les formes d'action possibles. Quotidiennement a lieu sur tout le territoire, une multitude d'actions réalisées par les miliciens, guérilleros et combattants de l'armée populaire, utilisant toutes sortes d'armements. L'activité permanente des forces révolutionnaires réduit la mobilité de l'armée et l'oblige à disséminer ses forces en divers postes fixes d'une cinquantaine d'hommes. De janvier à avril 82, les casernes de San-Fernando, San Ignacio et Nueva Trinidad, dans le département de Chalatenango tombent entre les mains des rebelles. Ce type d'actions se multiplie dans les départements de Morazan, Cabanas et San Vicente, permettant de récupérer des armes et de stimuler la combativité des combattants.

MARS 82 : La farce électorale.

En pleine période électorale, les insurgés lancent une offensive. Quand bien même, à San Salvador le régime a pu organiser un semblant d'élections, les actions du F.M.L.N. durant cette période ont été plus efficaces que celles menées lors de l'offensive du 10 janvier 81.

En effet, les forces du F.M.L.N. sont parvenues à réunir des unités de plusieurs centaines d'hommes afin de mener des attaques simultanées dans les départements de Chalatenango, Morazan, Usulután, San Vicente et dans les environs de la capitale. Lors de l'occupation de la ville d'Usulután, les combattants s'étaient fixés plusieurs objectifs : la prise des casernes et l'attaque des renforts de l'armée dépêchés depuis San-Salvador. L'expérience acquise par les chefs militaires du F.M.L.N. dans ce type d'opérations sera fondamentale pour la suite de la guerre. L'administration Reagan poursuit la modernisation de l'armée amorcée en janvier 82 : préparation de trois bataillons d'élite de 2 500 hommes chacun, livraison d'hélicoptères, chasseurs bombardiers, pièce d'artillerie lourde, et enfin modernisation des systèmes de communication. En juin 82, Reagan annonce le début de « l'offensive finale » contre la guérilla. Sous la direction des conseillers nord-américains, les trois nouveaux bataillons se



lancent contre les positions du F.M.L.N. dans le département de Chalatenango. Après douze jours de combats, l'armée est contrainte de se retirer.

JUIN 82 : Campagne « Commandant Gonzalo, héros d'Usulután ».

En même temps, les forces révolutionnaires s'emparent des villes de Perquin et San Fernando, dans le département de Morazan. Les troupes d'élite sont dépêchées sur place et des troupes honduriennes prennent position à l'intérieur du Salvador. Malgré l'action combinée des deux armées, elles ne parviendront pas à rétablir la situation et subiront des pertes considérables. Bien qu'il n'y ait pas eu d'affrontements de grande envergure entre le F.M.L.N. et les soldats honduriens, le maintien de leur présence au Salvador, depuis juin 82, montre clairement le rôle de fer de lance que les américains comptent faire jouer au Honduras dans leurs plans interventionnistes.

Profitant de la concentration des troupes dans le nord du pays, le F.M.L.N. attaque des positions importantes dans le centre et à l'ouest. Le baptême du feu des forces stratégiques du régime s'est ainsi transformé en échec, le plus cuisant depuis le début du conflit. En quelques semaines, le F.M.L.N. a récupéré 200 armes de guerre dont un canon de 105 mm et tué ou blessé près de 500 hommes des brigades Atlacatl, Ramon-Belloso et Atonal. D'autre part, 250 soldats ont été fait prisonniers dont le Vice-ministre de la Défense.



Des camarades de la guérilla posent pour un journaliste étranger, au retour d'une action victorieuse.

Camarades des brigades de Santé à Chatalenango pendant la Campagne « Héros et martyrs d'octobre » (oct. 82).



OCTOBRE 82 : Campagne « Héros et martyrs d'Octobre 79-80 ». Démoralisation de l'armée.

Le 10 octobre 82, jour anniversaire de la disparition de Che Guevara, le F.M.L.N. lance une nouvelle campagne militaire, attaquant simultanément deux positions de l'armée, à quelques kilomètres de Chatalenango. Au cours de ces actions, et pour la première fois, les combattants ont réussi à anéantir une compagnie entière de 110 hommes, en position retranchée.

Contrairement aux offensives précédentes, les insurgés sauront mettre à profit l'effet de surprise au moment de l'attaque. La Campagne « Héros d'Octobre » s'étend progressivement aux départements de Cabanas et Morazan avant de se généraliser à l'ensemble du pays, par l'action coordonnée de toutes les forces du F.M.L.N.. Au cours des deux mois de l'offensive, les combattants ont acquis la capacité d'attaquer des unités de l'armée en mouvement et de récupérer leur armement. Ils ont aussi démontré qu'ils pouvaient par l'effet de surprise, s'emparer des positions défendues par une compagnie solidement armée.

Un élément nouveau apparaît au sein des forces armées : les soldats ont de plus en plus tendance à se rendre pendant et parfois même avant les combats. Ce résultat, préoccupant pour l'état major, est à mettre à l'actif de la guérilla, qui dès le début de la guerre remet en liberté ses prisonniers. Ainsi, de retour dans les casernes, démoralisés mais toujours en vie, ils contredisent le discours des officiers

pour qui les « subversifs » assassinent leurs prisonniers.

On constate enfin, que l'armée hésite de plus en plus à renvoyer des renforts à ses troupes en difficulté, de peur d'être attaquée par les forces des insurgés. Le fait que l'armée n'ait pu reprendre le contrôle d'une trentaine de positions perdues pendant la campagne d'octobre, indique que progressivement, certaines zones contrôlées peuvent se convertir en zones libérées. Forts des succès remportés

tout au long de l'année 82, les forces révolutionnaires passent de nouveau à l'offensive dès le 8 janvier. Alors que, dans le département d'Usulután, l'activité était réduite d'puis mars 82, le 1^{er} février les rebelles s'emparent successivement de San Francisco Javier, San-Agustin et surtout de Berlin (ville de 30 000 habitants). L'occupation surprise de Berlin, située dans une des zones les plus riches du pays, déconcerte l'armée et l'oblige à interrompre l'offensive qu'elle menait dans

le département de Morazan, pour y envoyer des renforts. Les conseillers nord-américains organisent alors sur le terrain la contre-attaque et, pour la première fois, l'aviation bombarde une ville d'une telle importance, causant des dégâts considérables.

JANVIER 83 : « Héros révolutionnaires de Janvier ». Prise de Berlin.

En janvier 83, le F.M.L.N. contrôle 90 % du département de Chalatenango et pour la première fois, des pièces d'artillerie lourde, récupérées à l'armée sont utilisées contre la ville de Manguera et contre l'une des principales casernes de San Salvador. De même qu'en novembre 82, le F.M.L.N. démontre une grande capacité de contre-offensive face aux attaques armées menées à grands renforts de troupes par l'armée.

Selon un bilan provisoire de radio Farabundo Martí, le F.M.L.N. a récupéré durant cette offensive, 250 armes de guerre, abattu deux hélicoptères et causé un minimum de 360 pertes humaines à l'armée, dont 180 pour la seule prise de Berlin.

D'autre part, 153 soldats ont été fait prisonniers. Débordé par l'activité tous azimuts des insurgés, l'état major de l'armée se contente de déplacer ses 7 000 hommes d'élite au grès des attaques du F.M.L.N., afin d'éviter de perdre ses positions stratégiques.

Malgré les échecs successifs de ses plans militaires et politiques, Reagan persiste dans son refus de négocier avec le F.M.L.N.-F.D.R.. Il a rendu public un nouveau plan qui prévoit l'anéantissement du mouvement populaire en deux ans.

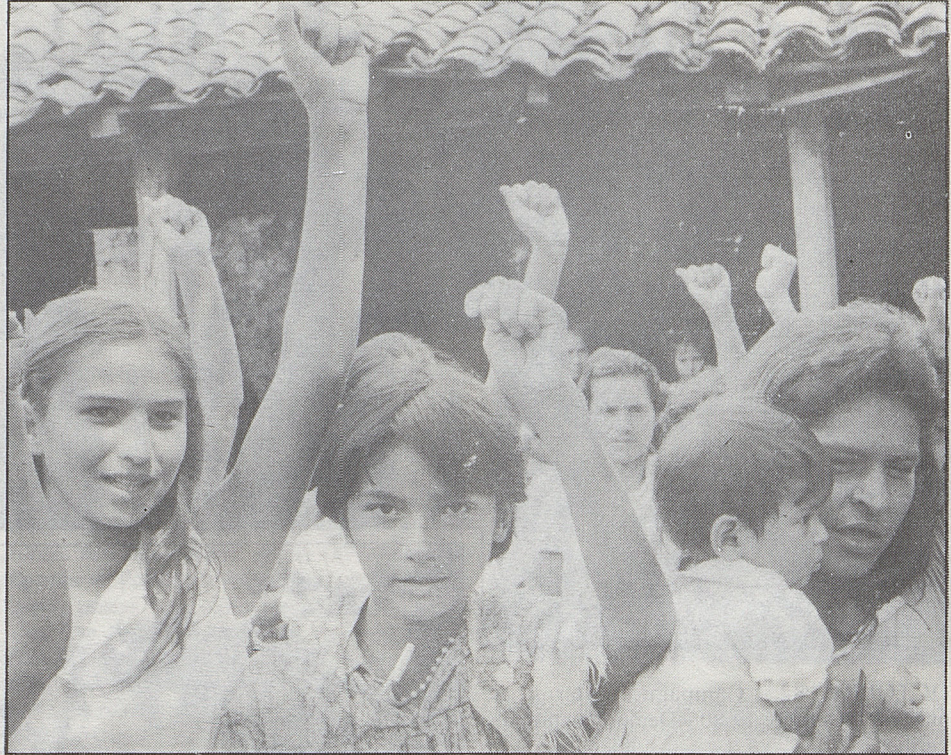
Pour se faire, le Pentagone cherche à donner une plus grande mobilité à l'armée salvadorienne et prépare des officiers spécialisés dans l'usage de la guerre bactériologique, dans les bases du canal de Panama. Dernièrement,

une trentaine d'hélicoptères, avions de chasse et avions de transport à décollage rapide ont été livrés à San Salvador.

Mais, s'il est probable que l'administration Reagan cherche, au cours de ces prochains mois, à obtenir la recomposition du régime fasciste en appuyant tel ou tel secteur du gouvernement, il semble acquis que sa chute sera inévitable. Les contradictions existant entre les partis de droite s'approfondissent et

les divergences qui se révèlent au sein de l'armée, sur la manière de conduire la « sale guerre », (selon une expression du ministre de la Défense) mettent en danger la cohésion même des forces armées.

Face à cette situation, on ne peut plus écarter le danger d'une escalade interventionniste des Etats-Unis pouvant le conduire à une intervention directe qui provoquerait une régionalisation du conflit. ■



Des camarades à Guazapa lors de la clôture d'un meeting.

La loi 1981 sur la sécurité internationale et le développement

La loi oblige l'administration Reagan à justifier devant le Congrès sa proposition d'aide militaire au Salvador, en certifiant que le gouvernement salvadorien :

1) fait de réels efforts pour respecter les droits de l'homme internationalement reconnus, et pour exercer un contrôle sur ses forces armées dans le but de mettre fin aux tortures et aux assassinats dont sont victimes tous les citoyens salvadoriens; 2) poursuit ses efforts de réformes, notamment en ce qui concerne la réforme agraire; 3) a réalisé des élections libres, recherche le dialogue avec les forces qui se prononcent pour une solution politique; 4) prend des dispositions pour que soient recherchés et jugés les responsables de six américains qui ont été assassinés au Salvador depuis octobre 1979.

Tous les six mois le Congrès exige que l'Administration de Reagan lui fournisse ces preuves.

Cette année Reagan a demandé 63 millions de dollars pour le Salvador, au Congrès, et on ne lui a accordé que 25 millions. Le Pentagone recherche actuellement 35 millions d'aide supplémentaire. Même si le Congrès n'accorde pas à Reagan les fonds qu'il demande pour le Salvador, le président des Etats-Unis peut passer outre en déclarant qu'il y a état d'urgence au Salvador. Si l'état d'urgence est déclaré, l'administration Reagan peut envoyer son aide au gouvernement salvadorien en prélevant sur des crédits spécialement réservés aux urgences militaires.

Cependant Reagan ne peut s'opposer au Congrès sans affaiblir encore plus le soutien que lui apportent les membres du Congrès. ■



Le pape au Salvador et l'Eglise

LE rôle du pape au Salvador sera-t-il de masquer un régime de terreur soutenu par les Etats-Unis, en condamnant la violence meurtrière d'extrémistes ? Les communautés religieuses attendent tout autre chose de lui : qu'il soit un prophète !

Le pape se rendra en Amérique Centrale du 2 au 9 mars. Il traversera notamment le Costa Rica, le Nicaragua, le Guatemala, le Honduras. Il sera au Salvador 15 jours environ avant l'anniversaire de l'assassinat de Monseigneur Romero tué par une balle explosive en pleine poitrine le 24 mars 1980 pendant l'office, sous l'instigation du major d'Aubuisson « élu » à la tête de la junte actuelle. La dernière homélie de l'évêque du 23 mars était :

« Je voudrais lancer tout spécialement un appel aux membres de l'armée, et concrètement aux hommes de troupe de la garde nationale, de la police et des casernes. Frères, vous êtes du même peuple que nous, vous tuez vos frères paysans. Devant l'ordre de tuer donné par un homme, c'est la loi de Dieu qui doit prévaloir : « Tu ne tueras point ». Un soldat n'est pas obligé d'obéir à un ordre qui va contre la loi de Dieu. »

Pour son engagement qui finit par lui coûter la vie, le pape ira-t-il se recueillir devant la tombe de Mgr Romero en reconnaissant son combat ?

L'Eglise au Salvador

L'Archevêché de San Salvador a dénombré depuis trois ans, plus de 500.000 réfugiés et 43.000 morts civils pour une population de 4,6 millions d'habitants.

Les chrétiens, surtout quand ils sont organisés en communauté, sont les victimes privilégiées de la dictature, et particulièrement les prêtres, dans un pays où la lecture collective de la Bible est considérée comme subversive, parce que les paysans pourraient en la commentant parler de libération dans leur vie quotidienne. Mais les positions progressistes des communautés ne sont pas partagées par l'ensemble de l'Eglise salvadorienne. Et parfois c'est même un évêque, attaché à l'oligarchie qui travaille à la répression en dénonçant des prêtres à l'armée, en répandant des propos mensongers, comme l'évêque de San Vicente (confert la lettre de Bernard Boulang).

L'archevêque, par interim du Salvador depuis la mort de Mgr Romero, Mgr Rivera y Damas s'engage de plus en plus contre la terreur (à titre de rappel, pour Reagan la défense des droits de l'homme est la première étape de la subversion) en faisant officiellement le compte, dimanche après dimanche du nombre d'assassinés civils de la semaine. Il n'hésite plus non plus à donner son avis dans la politique intérieure. Dans son homé-

lie du 10 février 83 après la déclaration de la représentante des Etats-Unis, madame Kirpatrick qui rejetait les propositions de dialogue du F.M.L.N.-F.D.R., l'évêque affirmait :

« Alors que l'on parle de souveraineté nationale, d'indépendance et d'autodétermination... on semble accepter que les décisions d'ordre politique viennent de l'étranger. »

Pour l'arrivée du pape, tout en reprochant au F.M.L.N. ses actions de sabotage, l'évêque de San Salvador demande une libération de prisonniers, une trêve des belligérants et la cessation des bombardements de représailles contre la population civile des villes gagnées par le F.M.L.N..

Quel rôle jouera le pape ?

Dans ce contexte le rôle du pape risque d'être très ambigu. Probablement il dénoncera la violence d'une guerre fratricide et condamnera les extrémistes (ira-t-il jusqu'à soutenir les évêques de droite en demandant le dépôt des armes ?) Le pape parlera de paix à sa manière et de réconciliation. Il ne sera pas question pour lui de reconnaître l'action des communautés de base et l'engagement de quelques prêtres dans les zones sous contrôle du F.M.L.N.. Son intervention peut être démobilisatrice dans la population chrétienne.

Par contre les prêtres progressistes demandent que Jean Paul II se prononce :

- sur la violation des droits de l'homme, l'assassinat des religieuses et des prêtres des communautés de base;
 - sur la situation des réfugiés;
 - pour l'arrêt de la répression et la levée de l'état de siège, la libération et l'amnistie des prisonniers;
 - qu'il dénonce l'intervention des U.S.A. et ses envois d'armes et enfin,
 - qu'il rende visite symboliquement à la tombe de Mgr Romero.
- La venue du pape en Amérique centrale permettra une meilleure diffusion de l'information sur cette région explosive. Aussi, le Tribunal Permanent des Peuples, réuni à Madrid du 27 au 31 janvier 83 en rendant son verdict sur le Guatemala adressa une lettre au pape : *« Face à ces injustices criantes, face à ces atrocités érigées en système de gouvernement, face aussi à l'assassinat et l'expulsion de dizaines de prêtres et de religieuses, de centaines de catéchistes et de nombreux pasteurs et missionnaires protestants, les membres du Tribunal souhaitent que le pasteur universel de la communauté catholique ne se contente pas seulement de condamner la violence, mais qu'il aie la lucidité et le courage prophétique de dénoncer les causes de l'exploitation et de la mort et d'en stigmatiser les auteurs. »* ■



Baptême dans une zone contrôlée par un membre de la CONIP (Coordination nationale d'églises populaires).

Vous m'avez calomnié

REPONSE d'un prêtre français à l'évêque de San Vicente, Mgr Aparicio y Quintanilla qui l'accusait d'avoir rejoint la guérilla salvadorienne. Bernard Boulang a été expulsé du Honduras en juin 82, après 13 ans passés en Amérique Centrale. (Extraits de la lettre).

A Monseigneur Aparicio y Quintanilla
Evêque de San Vicente
EL SALVADOR - AMERIQUE CENTRALE

Monseigneur,

De nouveau, Monseigneur, vous m'avez calomnié. Vous avez affirmé que l'on m'avait vu en compagnie de trois autres prêtres guérilleros dans le département de Morazan (A.F.P. 8) [10]82).

En effet, je suis ici en France depuis le 21 juin 82 et journalistes, évêques, amis et parents peuvent en témoigner. Même le Comité Episcopal France-Amérique Latine a qualifié cette affirmation de « mensongère ».

Le 6 août, le Pape Jean Paul II vous a écrit pour vous demander d'être « le témoin et le signe de l'œuvre de réconciliation » et vous, Monseigneur, vous mentez, vous trompez, vous calomniez et vous dénoncez.

Monseigneur, pourquoi vous faites-vous complice de la politique des Etats-Unis qui cherchent à diviser l'Eglise catholique ? Vous avez voulu me calomnier mais c'est un honneur que vous me faites. C'est vrai que je ne suis pas là-bas dans le département de Morazan, je n'accompagne pas, comme aumônier ceux qui luttent et combattent pour qu'un jour il n'y ait plus ni famine, ni misère. Je veux vous dire quelque chose de plus : je pense qu'il est plus digne et évangélique d'accompagner les combattants de la guérilla que d'être aumônier militaire et colonel de l'armée assassine. Il est plus digne et évangélique d'accompagner le peuple qui s'est rebellé contre l'oppression que de dénoncer ses frères prêtres et catéchistes et de répéter les informations qui viennent du gouvernement et des autorités militaires.

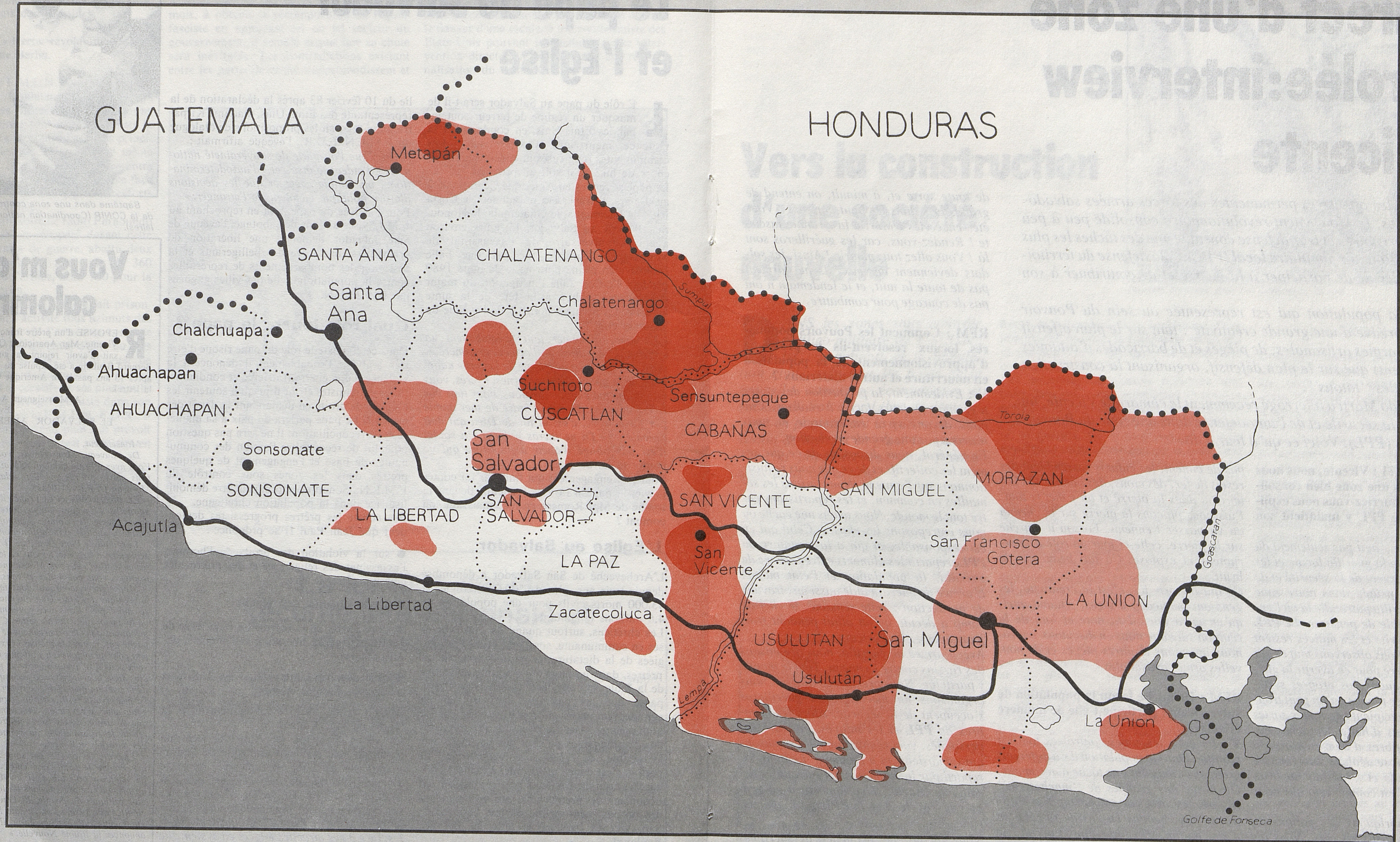
J'admire les prêtres qui sont avec la guérilla, parce que, comme le disait l'un d'entre eux : « L'Eglise de tous les temps a cru que c'est un devoir du prêtre et du prophète d'être présent dans les lieux et les moments les plus critiques du peuple. Et l'on ne peut vivre comme chrétien que lorsque l'on vit dans la justice et la fidélité... Dans cette lutte de libération, il y a aussi place pour annoncer la Bonne Nouvelle. »

Monseigneur, vous avez voulu me calomnier et j'avais le droit de répondre à votre fausse accusation. Je n'ai ni haine, ni ressentiment contre vous mais j'aime le peuple souffrant d'Amérique Centrale... J'aime aussi l'Eglise dont je suis membre.

Avec beaucoup de chrétiens d'Amérique Centrale je vous demande jusqu'à quand un secteur de la hiérarchie de l'Eglise va continuer à se prostituer avec les puissances de la mort qui oppriment les peuples d'Amérique Centrale ? Quand allez-vous vous décider à accepter le défi de l'Histoire en Amérique Centrale ? ■

Bernard Boulang

EL SALVADOR: L'EXTENSION DE LA LUTTE POPULAIRE



ZONES SOUS CONTRÔLE DU F.M.L.N.

- Aires d'activité permanente de la guérilla.
- Organisation politique, économique et sociale bien structurée.
- Sujettes à de fréquentes offensives de la junte dont la plupart ont démontré leur échec à interrompre l'activité populaire.

ZONES EN DISPUTE

- Zones de passage de la junte et de la guérilla.
- Activité agricole limitée, contrôlée par le F.M.L.N.

ZONES A CONQUERIR

- Régions dans lesquelles les troupes gouvernementales maintiennent le contrôle, mais où l'activité du F.M.L.N. s'accroît de jour en jour.

Route Panaméricana

En direct d'une zone contrôlée: interview de Vicente

Malgré les offensives permanentes des forces armées salvadoriennes, le Mouvement révolutionnaire consolide peu à peu ses territoires et leur défense constitue une des tâches les plus importantes du **Pouvoir populaire local (PPL)**. A la défense du territoire s'ajoute le devoir de participer à la guerre et de contribuer à son extension.

Par ailleurs, la population qui est représentée au sein du Pouvoir populaire fait preuve d'une grande créativité : tant sur le plan offensif (préparation d'armes artisanales, de pièges et de barricades d'attaques et de harcèlement) que sur le plan défensif, organisant la construction de refuges appelés "tatous".

Radio Farabundo Martí a interrogé récemment le camarade Vicente, un responsable de la sécurité et de l'autodéfense dans une zone du Pouvoir populaire local (PPL). Voici ce qu'il leur a dit.

RADIO F. MARTI : Vicente, nous nous trouvons ici dans une zone bien consolidée : peut-être pourriez-vous nous expliquer comment le PPL y maintient son contrôle ?

VICENTE : Il ne s'agit pas seulement du PPL mais aussi de la guérilla locale et les milices qui se chargent de la sécurité et de la protection du peuple dans notre zone contrôlée. La guérilla patrouille là où l'ennemi est susceptible de pénétrer. Le PPL chargé de la sécurité et les milices restent en état d'alerte. Nous observons tout ce qui nous semble bizarre pour en avertir la guérilla. Nous fabriquons nos propres systèmes d'alarme avec tout ce qu'on peut trouver par ici, des récipients de toutes sortes comme des bidons d'huile accrochés ensemble par des fibres d'agave. Alors, la nuit, l'ennemi qui se déplace sans lumière se prend les pieds et... ça fait un bruit épouvantable. C'est comme cela que nous le détectons.

Parfois, nous fabriquons des pantins de chiffon avec des fusils en bois. Nous les cachons à côté d'un arbre. Et quand l'ennemi s'introduit dans cette zone, il ne regarde que cette masse... il a peur, il tire et se découvre.

Certains pièges sont plus dangereux et nous les fabriquons en accord avec la population, car elle doit connaître elle aussi leur emplacement. Nous creusons des tranchées et élevons des barricades, utilisons les pièges à loup. Le piège à loup est un mélange de ciment et d'explosif. S'il n'y a

pas de ciment, les enfants rassemblent des restes de fer, des clous, des bâtons. On fait un trou dans la pierre et on y met le tout. Puis nous plaçons la pierre sur le chemin où va passer l'ennemi. Lorsqu'il marche sur la pierre, celle-ci joue un rôle d'interrompteur et explose. Ça fait beaucoup de bruit.

Ce qui importe ici, c'est la créativité, les gens ont beaucoup d'idées. Quand quelqu'un en a une, il la note et lors de la réunion suivante nous en discutons : ainsi, nous inventons d'autres pièges et de nouvelles armes artisanales.

RFM : De quelle façon la population de votre localité participe-t-elle de manière offensive ?

V : Ici dans les zones contrôlées tout est planifié. Dans la population il y a différents groupes et tous ont une tâche à accomplir. On forme des groupes de "macheteros" (d'hommes armés de machetes) chargés de frayer des chemins en cas de retraite ou d'évacuation de la population. Puis il y a le groupe d'hommes qui harcèlent l'ennemi avec leurs frondes, tandis qu'un autre groupe se sert d'arcs et des flèches. On trouve dans ces groupes même des enfants de douze ans. Lorsqu'il y a une attaque contre un poste militaire, l'état major demande aux milices et au PPL de veiller au contrôle et au harcèlement : le 1^{er} jour ce sont les guérilleros qui agissent, puis, le lendemain, la population et les milices viennent et font du bruit avec des récipients

de toute sorte et, à minuit, on entend de grands cris dans les haut-parleurs : Vous êtes encerclés ! Mort à la tyrannie fasciste ! Rendez-vous, car les guérilleros sont là ! Vous allez tous mourir ! Ainsi, les soldats deviennent nerveux, ils ne dorment pas de toute la nuit, et le lendemain n'ont pas de courage pour combattre.

RFM : Comment les Pouvoirs populaires locaux résolvent-ils le problème d'approvisionnement de la population en nourriture et autres matériaux ?

V : Evidemment, la production des vivres n'est pas toujours facile à réaliser. Car nous devons vivre en autarcie et nous n'avons pas une grande production.

En général, nous disposons de ce que sèment les collectifs et de ce que nous réquisitionnons sur l'ennemi. Nous faisons les semences en commun, et les répartissons entre tout le monde. Nous avons une cache où nous entreposons les choses. Celui qui en est responsable, et qui a la signature du PPL, répartit les aliments entre l'armée de guérilla, la population et l'état major. L'armée de guérilla aide aussi aux travaux de production : cette semaine, le chef de camp a décidé qu'on allait pendant trois jours écosser les haricots.

Avec l'armée de guérilla, nous organisons des razzias contre l'ennemi. Tout le monde y participe. Nous prenons le village : nous organisons un meeting. Les guérilleros s'occupent de la sécurité. Alors les membres du PPL et les milices, environ 200 personnes, vont réquisitionner les maisons qui appartiennent à l'ennemi. Le butin est réparti par la collectivité et suivant les besoins de chacun. Tout appartient au peuple, et c'est le chef du PPL qui l'administre.

Nous savons que beaucoup de sacrifices sont nécessaires pour gagner cette guerre, pour que nous puissions vivre équitablement libres. Parfois il n'y a pas de sucre, ni de sel, mais le peuple en est conscient et personne ne s'en plaint.

Voilà la vie de tous les jours dans un Pouvoir populaire local.

Note : 1 - Radio Farabundo Martí est avec Radio Venceremos l'une des radios du FMLN.

Vers la construction d'une société nouvelle

DANS les zones sous contrôle politico-militaire du F.M.L.N., les combattants et la population civile préparent les bases de la nouvelle structure économique et sociale du Salvador Libre de demain. Tout en poursuivant la guerre de libération ils mettent en place le nouveau Pouvoir populaire que nous présentons dans cet article.

Aujourd'hui, les forces démocratiques et révolutionnaires contrôlent près de 18% (4000 km² environ) du territoire national. Les sept régions où sont établies les principales concentrations de l'Armée Populaire Révolutionnaire et une population civile importante, sont les suivantes :

Nom du département	Surface contrôlée	Nb. d'hab combattants et civils
Chatalenango	1000 km ²	45.000
Morazan	1200 km ²	40.000
Cuscatlan	350 km ²	35.000
Nord de San Vicente	200 km ²	20.000
Centre de San Vicente et une partie de La Paz	450 km ²	30.000
Ouest de Usulután	300 km ²	30.000
Zone côtière de Usulután et de San Miguel	120 km ²	12.000
Zones contrôlées	3620 km ²	212.000

Ces zones sont entourées par des « zones en dispute » où se déroulent des combats intenses entre les forces révolutionnaires et les

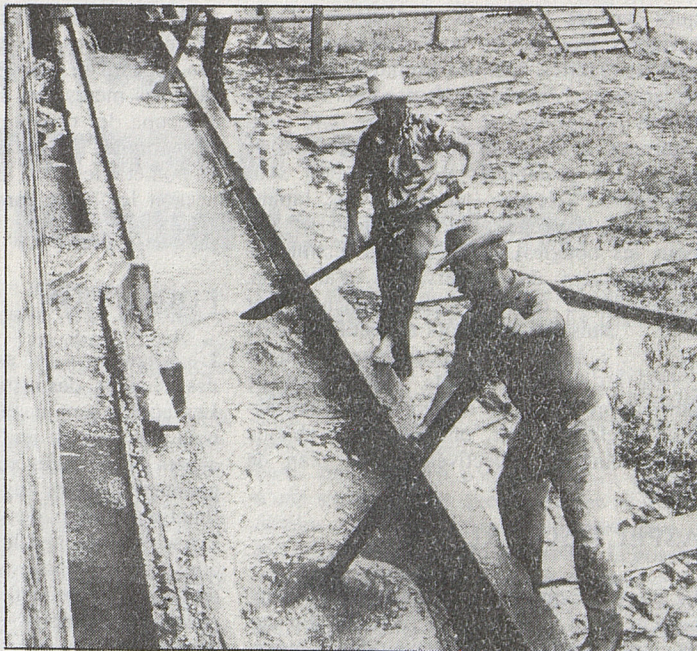
forces de la dictature. Dans ces régions, d'une importance variable, la population est un peu moins nombreuse que dans les zones sous contrôle du F.M.L.N.

Des structures de pouvoir populaire sont créées dans ces zones, remplaçant le pouvoir politique, économique, social et militaire de l'ennemi. L'Armée Populaire Révolutionnaire, la guérilla, les milices populaires et la population civile cohabitent sur la base d'une organisation collective, répondant aux besoins de la guerre : la production, la distribution, la santé, l'éducation, la défense, etc... Les échanges entre les différents groupes sont constants et les décisions, sont prises collectivement.

Il existe une structure de base, l'Assemblée Populaire, à laquelle participe toute la population d'un hameau (15 familles environ), qui propose et élit démocratiquement les membres de la direction du pouvoir populaire. Cette direction locale, est composée de 4 à 6 personnes selon l'ampleur des activités de production, d'éducation, de santé, etc... Elle est généralement constituée par :

- a) un président, premier responsable et chargé de représenter la communauté devant les autres instances de direction.
- b) un responsable de l'organisation qui a pour fonction le contrôle et l'incorporation de la population au processus de libération.
- c) un responsable de la santé.
- d) un responsable de l'éducation et de la culture.
- e) un responsable de la production et de la distribution.
- f) un responsable de l'autodéfense.

Les assemblées de base se réunissent tous les huit jours pour parler des problèmes de la communauté, proposer des plans de travail et répartir les tâches. De leur côté, les responsables de chaque communauté se réunissent une fois par mois pour étudier les besoins généraux de la zone, distribuer et coordonner les tâches de production, distribution et autres. Des réunions du Pouvoir Populaire ont eu lieu au niveau national, mais en raison de la guerre, elles ne peuvent se tenir régulièrement.



Ouvriers agricoles dans une plantation de café.

LA PRODUCTION

L'objectif prioritaire de la production est de satisfaire les besoins essentiels de la population civile et des combattants. A moyen terme, l'objectif est d'assurer l'autosuffisance et enfin, après la prise du pouvoir, de poser les bases d'une production collective où toute forme d'exploitation sera éliminée.

Actuellement sont cultivées des terres mises à la disposition de la collectivité par des paysans pauvres, et d'autres expropriées à l'oligarchie. C'est là que se trouvent la plupart des campements de la guérilla. La population civile est organisée en brigades de production et de ravitaillement ainsi que l'armée révolutionnaire qui participe à toutes ces tâches. Les collectifs de production sélectionnent les terres appropriées à chaque culture, organisent les semailles et prennent les mesures de protection en cas d'offensive de l'ennemi.

Des trocs sont effectués entre les différentes zones contrôlées. Si l'une d'elles est attaquée, les autres peuvent lui fournir des aliments. Une fois par semaine, les responsables de la production informent la direction locale des problèmes de la zone. Tous participent, y compris les enfants, qui aident à la production et au transport de l'eau et du bois. La technologie étant rare, on a recours aux connaissances traditionnelles et à la créativité des paysans. Pour les canaux d'irrigation, on utilise des conduites en bambou et les engrais naturels sont utilisés au mieux. Afin d'améliorer la nutrition, tous les efforts sont faits pour diversifier la production. On produit des grains de base, du riz, des haricots rouges, du maïs, diverses sortes de légumes : pommes de terre, carottes, concombres, tomates, laitues, etc; des fruits, et plus récemment des plantes médicinales.

Quant à l'élevage, maintenu avec beaucoup d'efforts, il fournit du lait et de la viande en quantités encore insuffisantes. Le cuir est utilisé dans la fabrication des chaussures, sacs à dos, lits de camps; les os eux-mêmes servent à faire les charges des bombes artisanales. Les plus graves problèmes sont provo-

qués par les offensives de l'ennemi. Dans certaines régions, les bombardements ravagent les récoltes, tuent les animaux, détruisent les greniers. L'épandage de produits toxiques atteint les cultures et le bétail, et rend l'eau impropre à la consommation. Là encore, toutes les possibilités de production sont exploitées : l'élevage (porcs, chèvres, lapins, volailles), la pêche, l'apiculture (miel et cire pour les bougies), ainsi que les techniques rudimentaires de conservation d'aliments. Avant d'être distribués, les aliments sont stockés dans des entrepôts collectifs et dans des abris souterrains spécialement conçus contre les bombardements. Des ateliers de fabrication artisanale de vêtements, chaussures, articles de cuir, ont été créés; chaque atelier élabore collectivement un plan de travail.

ASPECT SOCIAL

Le pouvoir populaire veille au bon développement de la vie sociale et familiale. En cas de conflit, on cherche à corriger des comportements plutôt qu'à appliquer des sanctions. Un registre est tenu pour les naissances, les mariages, etc. Lors d'un mariage, on célèbre une cérémonie à laquelle tout le village est

invité et on étudie la possibilité de changer de poste les jeunes mariés afin de les rapprocher. Un collectif se charge de la garde des enfants dont les mères ont des tâches extérieures et s'occupe des orphelins.

Des comités de travaux publics maintiennent en bon état les rues, les propriétés réquisitionnées et les biens communaux.

EDUCATION

L'enseignement est assuré par des miliciens, des religieux, des instituteurs et des étudiants. Les écoles sont installées dans des abris en bois aux toits de paille, voire même sous les arbres ou dans des abris antiaériens. L'enseignement s'adapte aux conditions de guerre et fonctionne avec des moyens rudimentaires. Les cours ont lieu le matin, l'après-midi est consacré aux tâches de production, de ravitaillement, d'autodéfense, de liaison, etc. Des campagnes d'alphabétisation sont impulsées périodiquement pour les adultes (cf. encadré ci-contre). Leur envie d'apprendre est si forte qu'ils progressent rapidement malgré les difficultés telles que le manque de lumière, la fatigue et surtout les incursions de l'ennemi.

VIE POLITICO-CULTURELLE

Les collectifs populaires tiennent des réunions hebdomadaires pour discuter, à l'aide de documents, de la situation politique nationale et internationale.

Des collectifs de propagande se chargent d'informer la population sur le développement de la lutte. Après chaque opération victorieuse de la guérilla, la population chante et danse au rythme des guitares.

La population civile partage également les moments difficiles avec l'armée révolutionnaire. Ce qui unit le plus étroitement les combattants et les non-combattants, ce sont les enterrements populaires de compañeros tombés au combat, victimes de bombardements ou de massacres. A cette occasion, le peuple et la guérilla rendent hommage à leurs morts et réaffirment leur volonté de poursuivre la lutte. ■

Note : ces données datent de juin 1982. Actuellement, les forces démocratiques et révolutionnaires disposent de 8 zones contrôlées et de 3 en dispute, et le nombre d'habitants dans les zones a pratiquement doublé.

Source : El Salvador 1982 - En las zonas de Control Popular - Centro de Investigacion y Accion Social.

Programme d'alphabétisation

PRES de 60% des Salvadoriens sont analphabètes, et ce chiffre est plus élevé dans les zones rurales. Le F.M.L.N. a mis sur pied un programme d'alphabétisation dans les zones sous contrôle politico-militaire. Son application est liée à toutes les autres tâches du pouvoir populaire (santé, production, défense, vie culturelle, etc.) et au travail politico-militaire. Nous présentons ci-dessous une synthèse du « **Cahier d'orientation pour l'alphabétisation révolutionnaire** » ★, guide utilisé par les alphabétiseurs.

« La tâche de l'alphabétiseur ne consiste pas seulement à apprendre à lire et à écrire, mais elle aide aussi à interpréter de façon critique et créatrice ces symboles, qui forment des mots et des phrases qui transmettent des idées. »

« L'alphabétisation est la base d'une éducation libératrice. Nous devons lutter pour développer la connaissance de notre histoire et de nos luttes, qui a toujours été niée par le système d'éducation imposé à notre peuple. Celui-ci a fait de l'économie un marché du savoir, du professeur un spécialiste et de l'élève un client. »

« Ce guide doit être utilisé d'une manière flexible, en tenant compte des conditions spécifiques à chaque groupe ou région. (...) « L'alphabétiseur doit être un compañero de plus, et ne pas résoudre tout seul les problèmes. Il doit les présenter au groupe qui, en développant ses capacités de création et d'analyse cherchera avec lui une solution. » « Les collectifs d'alphabétisation doivent être constitués par dix compañeros maximum, y compris l'alphabétiseur. Celui-ci, en cellules de dix environ, étudiera et discutera tous les jours sur la méthode utilisée. En plus de cela, des réunions d'évaluation régulières sont nécessaires. »

« Les leçons se feront tous les jours si possible, à raison d'une heure et demie maximum. L'alphabétiseur doit encourager ceux qui rencontrent le plus de difficultés, et leur faire prendre conscience que tous ont la capacité d'apprendre. » (...)

Chaque leçon tourne autour d'un thème d'intérêt national, et est accompagnée d'un dessin qui permet l'apprentissage de la lecture-écriture. Le groupe doit avoir assimilé la leçon avant de

passer à la suivante. L'alphabétiseur présente le thème à traiter pour orienter la discussion, liant directement les nécessités de la Libération Nationale à l'apprentissage. Citons par exemple : certaines phrases qui serviront à la réflexion.

a) « La Revolucion unico camino » (La révolution, seul chemin).

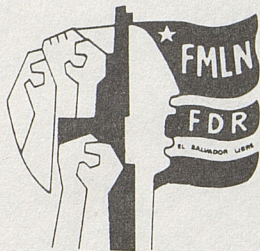
b) « Las mujeres hemos escogido el camino de la lucha » (Nous les femmes, nous avons choisi le chemin de la lutte).

c) « En Centroamerica ganaremos la batalla contra el imperialismo » (En Amérique Centrale, nous gagnerons la bataille contre l'impérialisme).

d) « Obreros y campesinos unidos y adelante » (Ouvrier et paysans tous unis et en avant).

e) « Nuestra tierra cuzcatleca siempre ha sido agredida » (Notre terre cuzcatleca a toujours été agressée).

★ Edité par le Collectif de Communication Humberto Mendoza - El Salvador, 1981.



A PRES la réunion du Bureau Permanent du Front Mondial de Solidarité avec le Salvador, réuni à Paris les 4 et 5 décembre derniers, le Comité de Solidarité de Paris a invité Bill Zimmerman, Président du Front Mondial et citoyen nord-américain, à nous en donner un compte-rendu. Nous publions ici un résumé de sa présentation sur les objectifs et l'organisation du Front Mondial, ainsi que son évaluation du rôle clef que joue la France et les forces de Solidarité de notre pays au sein de la Solidarité internationale.

Trois plans d'action : Le Front Mondial de Solidarité avec le peuple d'El Salvador a été fondé au Mexique en mars 1982. Nous voulons qu'il se développe et qu'il facilite l'élaboration et la mise en œuvre d'activités de solidarité, sans devenir pour autant une structure bureaucratique.

Notre objectif est alors d'encourager le développement de la coordination internationale de solidarité avec le peuple d'El Salvador, soit par une affiliation au Front Mondial ou par une participation à une large coalition en vue de réaliser une activité en commun.

L'expérience de cette année nous a enseigné qu'il serait irréaliste d'envisager un seul et unique plan d'action à mener par l'ensemble des organisations ou des mouvements qui soutiennent la lutte du peuple d'El Salvador. Nous avons donc décidé de suggérer que soient élaborés dans les trois régions géographiques, l'Amérique Latine, les Etats-Unis et l'Europe, des plans d'action généraux et qui leurs soient spécifiques.

Il faut souligner que nous souhaitons que chaque pays ou région géographique développe ses propres activités, en tenant compte des conditions spécifiques : politiques, sociales, etc... Au niveau national ou régional s'élaboreront donc des actions appropriées. Cependant, nous espérons que partout dans le monde, les activités seront organisées aux deux dates historiques indiquées ci-après, pour qu'elles prennent le caractère de journées véritablement internationales de solidarité : - le 22 janvier : Commémoration du soulèvement de 1932; - le 10 octobre : Formation du F.M.L.N.. En ce qui concerne l'Europe, sera organisé fin février 83, dans le cadre du Front Mondial, une réunion de coordination au cours de laquelle sera déterminé un plan d'actions européen à réaliser au cours des prochains mois.

Le rôle des forces de solidarité françaises : Le rôle de la solidarité française au sein d'une telle coordination est extrêmement important, étant donné la tâche historique qu'elle doit accomplir pour faire pression sur le gouvernement français afin que celui-ci renouvelle ses prises de position, énoncées dans la Déclaration Franco-Méxicaine d'août 1981. Nous sommes sûrs que les forces de solidarité en France sauront mener des actions effica-

Entrevue avec Bill Zimmerman président du Front Mondial de Solidarité

ces dans ce sens. Nous comptons alors sur une participation française large et efficace, tant pour l'élaboration d'un plan d'action au cours de la réunion de coordination européenne que pour sa mise en œuvre.

Il ne faut pas sous-estimer la portée que peut avoir la politique étrangère du gouvernement français sur celle du gouvernement des Etats-Unis. Il ne faut pas non plus négliger l'influence que des mouvements européens peuvent exercer pour renforcer aux Etats-Unis la position du Parti Démocrate et de la gauche. Le débat qui se développe sur la politique de Reagan en Amérique Centrale, - que ce soit par rapport au Guatemala, au Honduras ou par rapport au Salvador - occupe une

place importante et représente un facteur fondamental du changement aux Etats-Unis.

Le changement politique aux Etats-Unis : Elargir et consolider la solidarité internationale avec le peuple d'El Salvador, tant au niveau gouvernemental qu'au niveau de la base, signifie aussi contribuer à la création d'une situation telle que Reagan se trouverait de plus en plus isolé dans son propre pays, ce qui pourrait non seulement freiner la possibilité d'une intervention directe et massive des forces armées nord-américaines au Salvador, mais pourrait aussi augmenter la probabilité de l'échec de Reagan aux élections présidentielles de 1984 ■

GENEVE : Coordination européenne des comités de solidarité avec le peuple salvadorien

AVEC 14 pays représentés, la Coordination européenne des comités El Salvador a été une étape importante de l'organisation de la solidarité en Europe. L'Autriche, la partie francophone et la partie flamande de la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande Bretagne, la Hollande, l'Italie, la Norvège, le Portugal, la R.F.A., la Suède et bien sur la Suisse organisatrice de la réunion, avaient envoyé des délégués. La Finlande avait envoyé un document.

Le vendredi 18 février une inauguration publique en présence du représentant du F.M.L.N./F.D.R. en Suisse, a permis à plus d'une vingtaine d'organisations politiques, syndicales, humanitaires, religieuses et de solidarité, de saluer la lutte du peuple salvadorien et d'exprimer son rejet de la politique de génocide.

Samedi et Dimanche matin les délégués se sont séparés en deux commissions, afin d'approfondir, d'une part, les structures du mouvement de solidarité et les relations F.M.L.N./F.D.R. et Comités, d'autre part, les problèmes qui se posent à la solidarité et les moyens d'y faire face.

Dimanche après midi les Comités ont décidé en réunion plénière de se doter d'un secrétariat européen dont les objectifs sont les suivants :

- Promouvoir les campagnes décidées par le front mondial de Solidarité avec le Salvador et y collaborer.
- Informer sur les visites et les tournées d'artistes, de délégations, etc...
- Faire circuler l'information et la documentation sur les activités de la Solidarité dans les différents pays d'Europe.
- Faire un inventaire du matériel des comités et promouvoir leur diffusion dans la mesure du possible.
- Promouvoir l'élargissement du Front Mondial (F.M.S.P.S.) en Europe.
- Contacter les secrétariats européens des comités de Solidarité avec les autres peuples d'Amérique Centrale et chercher autant que possible l'articulation des campagnes au niveau européen.
- Etablir les mécanismes de contact avec la CORINTER.
- Préparer et organiser la prochaine conférence européenne des comités.

Enfin les principaux points du plan d'action proposés aux Comités européens sont :

- A l'occasion des initiatives prises dans chaque pays pour l'anniversaire de la mort de Mgr Romero, informer sur les résultats du voyage du pape, les réactions dans la hiérarchie et son écho dans les populations, en particulier au Salvador.
- Appuyer les initiatives du F.M.S.P.S. prévues en octobre et autour du 22 janvier 1984.
- En cas d'intervention massive, organiser immédiatement toutes les formes possibles de ripostes et, le samedi suivant l'intervention organiser une manifestation nationale ainsi qu'une campagne politique et financière d'aide médicale. ■

P.S. : Le délégué de Paris responsable de cet article ayant dû quitter la salle avant la fin des votes, il manque sûrement quelques informations au moment où nous bouclons l'article.



MIGUEL MARMOL compagnon de Farabundo Martí à Paris

MIGUEL MARMOL est une figure légendaire à El Salvador. Un des fondateurs du Parti Communiste Salvadorien, avec Farabundo Martí, il est le seul survivant des dirigeants de la révolution de 1932. Comme l'on sait, ce soulèvement de dizaines de milliers de paysans, ouvriers et soldats, inspiré par Farabundo Martí, a failli renverser la dictature du général Martínez. Le but de l'insurrection était de renverser le pouvoir des classes dominantes et de l'impérialisme, et d'établir un gouvernement des ouvriers, paysans et soldats (voir à ce sujet les documents des insurgés publiés par le poète salvadorien Roque Dalton dans la revue cubaine *Pensamiento Critico* en 1971). La dictature militaire a cependant réussi à écraser le soulèvement, et a massacré plus de trente mille victimes (surtout des paysans), y compris des femmes et des enfants, dans une furie sanguinaire connue dans les annales de l'histoire de l'Amérique Centrale comme « la Matanza ». Tous les dirigeants révolutionnaires, à commencer par Farabundo Martí, ont été fusillés, le seul survivant étant Miguel Marmol, blessé à la tête et laissé pour mort par le peloton d'exécution.

Par son exemple, l'apôtre de l'indépendance cubaine, José Martí, avait été « l'auteur intellectuel » de l'assaut à Moncadale 26 juillet 1953; le combat d'Augusto Cesar Sandino contre l'intervention américaine au Nicaragua a directement inspiré celui du Front Sandiniste de Libération Nationale contre la dictature de Somoza; Farabundo Martí et l'insurrection de 1932 sont la source historique dont se nourrit le combat actuel du peuple salvadorien, sous la direction du Front Farabundo Martí de Libération Nationale et du Front Démocratique Révolutionnaire. La mémoire collective du peuple n'oublie jamais ses combattants, ceux qui sont tombés pour sa libération.

Luttant pour en finir avec la Junte Militaire au pouvoir le F.M.L.N.-F.D.R. renoue avec le combat des martyrs de 1932. Cependant, cette fois-ci, contrairement à ce qui s'est passé il y a 50 ans, ce sera le peuple d'El

Salvador qui triomphera de ses bourreaux. Le symbole vivant de cette continuité est Miguel Marmol, qui n'a cessé de résister contre les pouvoirs en place à El Salvador et qui se trouve aujourd'hui dans les rangs du F.M.L.N.-F.D.R..

Lors de son passage récent à Paris, Miguel Marmol a rencontré le Comité de Solidarité avec le Peuple d'El Salvador. Au cours d'une conversation fraternelle et émouvante, il a résumé les deux siècles de lutte du peuple salvadorien pour son émancipation sociale, depuis le soulèvement des indiens nonoalcos en 1833 : *(On ne peut pas les accuser de communistes : Marx était encore trop jeune à cette époque et Lénine n'était pas encore né...)* jusqu'à nos jours. Rappelant la révolte de 1932, Marmol soulignait : *« Les insurgés ont combattu comme des pumas et des jaguars, mais ils n'avaient que des machetes contre les mitrailleuses de l'Armée. La supériorité écrasante de l'armement des forces de la dictature a permis leur victoire. Mais cette fois-ci, il en sera autrement... »*

Analysant le combat d'aujourd'hui, Marmol observe : *« Il est le même qu'en 1833 et en 1932 : nous luttons contre la même oligarchie, les mêmes classes dominantes, la même bourgeoisie. Sans l'aide des U.S.A. à la Junte, en armes, argent et hommes, la révolution*

aurait déjà triomphé. Toutefois, l'Armée, dirigée par des fascistes, ainsi que le gouvernement, partagé entre la droite et l'extrême-droite, sont en crise. Nous sommes disposés à négocier, parce que nous sommes en position de force. » Et il ajoute ironiquement : *« Nos armes ne viennent pas de l'U.R.S.S., de Cuba ou du Nicaragua : elles sont de fabrication américaine et nous les récupérons sur l'Armée gouvernementale... »* ■

22 janvier : Journée mondiale de solidarité avec le Salvador

LE 22 janvier 83, Journée mondiale de solidarité avec le peuple d'El Salvador, les pays européens manifestent leur soutien à la lutte du peuple salvadorien et dénoncent l'intervention des Etats-Unis.

En France : nombreux rassemblements, meetings et galas de solidarité. **A Paris**, un rassemblement face à l'ambassade du Salvador et un meeting-gala à la Mutualité, organisé par les Jeunesses Chiliennes. **En province**, nombreuses activités de solidarité ont eu lieu : à Montpellier, Manosque, Grenoble, Pezenas, Chambéry, Poitiers, Nantes, Rennes, Le Mans, Lille, Creil et Granville.

En Hollande : manifestation de 10.000 personnes à Amsterdam.

En Suisse : « Forum de solidarité avec l'Amérique Centrale et contre l'intervention nord-américaine », les 14, 15 et 16 janvier à Bernes avec la participation de 900 personnes et plus de 80 organisations. ■

Miguel Marmol a conclu son intervention avec l'appel suivant, adressé aux militants du Comité Salvador et à tous les amis du peuple salvadorien :

« Ne nous laissez pas seuls, compañeros ! Organisez la solidarité ! La solidarité internationale - morale, politique et économique - est comme l'eau et le soleil pour la révolution ! Nous sommes profondément reconnaissants au peuple des Etats-Unis qui nous a apporté un soutien précieux. Nous avons besoin d'aide avec urgence : rappelez-vous que notre peuple est comme un petit David combattant contre le Goliath impérialiste... »

Une voix libre dans un Salvador libre



Le fait que Radio Venceremos existe, que l'armée sait où elle se situe et qu'elle ne peut la faire taire, nous fait penser que la victoire du peuple salvadorien est proche. Radio Venceremos est un instrument fondamental de la lutte du peuple salvadorien. Pour comprendre son importance, rappelons nous le rôle joué par Radio Londres pendant la Résistance ici en France ou par Radio Polytechnique contre la dictature militaire en Grèce. Radio Venceremos est la voix officielle du Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale, la voix d'un peuple en lutte, le lien entre ce peuple et son avant-garde, qui l'informe sur les progrès de la lutte, qui l'incite à s'incorporer et qui partage le même désir de paix et de liberté. C'est le moyen pour les organismes unitaires du F.M.L.N.-F.D.R. d'exprimer au monde entier leurs positions politico-diplomatiques. C'est un instrument efficace pour la lutte contre le manque total d'information. Radio Venceremos a réussi à se faire reconnaître par la presse internationale qui la cite régulièrement comme source d'information valable; elle a résisté aux offensives militaires et tourné en dérision l'interférence impérialiste.

Principales données historiques de RADIO VENCEREMOS :

10 janvier 81 : début des transmissions lors de l'offensive générale du F.M.L.N..

Avril 81 : première tentative de destruction de RV de la part de l'armée.

Octobre 81 : l'Organisation Internationale de Journalistes (O.I.J.) remet à la Radio son Prix annuel.

Décembre 81 : l'armée tente une seconde fois de détruire la radio. Elle perd un émetteur.

Début 82 : la radio est déjà reconnue comme source d'information par la presse internationale.

26 mars 82 : le destroyer nord-américain « Caron » commence à brouiller les ondes.

Juillet-Août 82 : création du Système Radio Venceremos qui élargit le travail d'information et propagande aux domaines du cinéma et de la télévision.

Octobre 82 : début des transmissions en modulation de fréquence (FM) à partir de Guazapa, à 25 kms de San Salvador.

Novembre 82 : la radio transmet en 6 fréquences : 3 d'ondes courtes et 3 en FM.

La campagne pour la Radio Venceremos va permettre au peuple français de soutenir de façon plus concrète la lutte du peuple salvadorien. Cette campagne s'inclut dans la campagne « 1 million pour la résistance salvadorienne » du Comité de Solidarité avec le peuple d'El Salvador. Les fonds obtenus seront envoyés à la Commission des Finances du F.M.L.N.-F.D.R. (COFIN) par l'intermédiaire de sa représentation en France. ■

MATERIEL DISPONIBLE AU COMITE

Films 16 mm : La décision de vaincre. (Durée 1 h)

Le peuple vaincra. (Durée 1 h 20).

Brochure : El Salvador, le peuple vaincra.

Bimestriel d'information : Farabundo.

Affiches : Campagne « 1 Million pour la résistance ».

Carte du Salvador.

Cartes postales couleur (dessins d'enfants).

Interview d'un commandant du F.M.L.N., J. Villalobos (42 p).

Expo-photo (6 panneaux d'information).

Pour soutenir le Salvador, investissez dans le Comité

Abonnez-vous à Farabundo pour 1983

Choisissez l'Abonnement de soutien
au journal et l'adhésion au Comité

Avec votre aide, le Comité peut poursuivre
ses activités :

- permanence et secrétariat
- fabrication et diffusion du matériel
(affiches, brochures, badges, films)
- organisation des soirées
d'information, manifestations, etc...

sans votre aide, le Comité ne peut pas vivre.

FARABUNDO

**EL SALVADOR
VAINCRA**

Abonnements à Farabundo

- 6 numéros : 25 F
- Abonnement de soutien à partir de 50 F
- Abonnement + adhésion
au Comité Salvador : à partir de 100 F

Formule d'abonnement

Nom :

Prénom :

Adresse :

Somme versée :

Comité de solidarité avec le peuple
d'El Salvador, 68 rue de Babylone, Paris 7^e.

Abonnement seul

Soutien

Abonnement + adhésion

Un million pour la résistance salvadorienne

Au Salvador, c'est tout un peuple qui lutte pour son autodétermination et contre la politique génocide de la junte civico-militaire responsable de plus de 40.000 victimes en deux ans. Pour maintenir la junte au pouvoir, l'administration Reagan intervient militairement par la fourniture d'armes et l'envoi de conseillers militaires.

Pourtant les forces révolutionnaires et démocratiques réunies dans le F.M.L.N.-F.D.R. remportent des victoires et assurent le contrôle politico-militaire de larges parties du territoire. C'est pour répondre aux besoins des combattants et de la population civile des zones contrôlées par le F.M.L.N.-F.D.R., que nous poursuivons une campagne financière au niveau national :

- Contre la malnutrition,
- Pour la santé, l'équipement et l'alphabétisation.

Coordination Nationale des Comités de
Solidarité avec le peuple d'El Salvador

Premiers signataires soutenant cet appel :

Nuri ALBALA, Maurice BARTH, Simone de BEAUVOIR, Pierre BERCIS, Huguette BOUCHARDEAU, Bernard BOUDOURESQUES, Claude BOURDET, Jean BRUHAT, Christine BUCI-GLUCKSMAN, William BURCHETT, Jean CARDONNEL, Georges CASALIS, Jacques CHATAGNER, Julio CORTAZAR, Jacques DEBU-BRIDEL, Gilles DELEUZE, Pierre EMMANUEL, Jean-Jacques de FELICE, Antoinette FOUQUE, Jean FREYSS, José GAMARRA, Costa GAVRAS, Jean-Paul GAY, Félix GUATTARI, Gisèle HALIMI, Pierre JALEE, André JEANSSON, Edmond JOUVE, Alain JOXE, Alain KRIVINE, Victor LEDUC, Arthur LONDON, Lise LONDON, Michaël LOWY, Armand MATTELART, Michèle MATTELART, Pierre VIDAL-NACQUET, Bernard RAVENEL, Michelle RAY-GAVRAS, Willy ROZENBAUM, Antoine SANGUINETTI, Léon SCHWARTZ, Albert SOBOUL, Haroun TAZIEFF, Philippe TEXIER, Henri WEBER, Vladimir YANKELEVITCH, Nicole BOURDILLAT, Simon MALLEY.

Dans le cadre de cette campagne, nous avons réuni à la date du 25 février 1983, la somme de 550.000 Francs.

SOUSCRIVEZ A

« 1 million pour la résistance salvadorienne »

Versez vos dons au compte de la campagne à l'ordre de « 1 million pour le Salvador » et envoyez vos chèques au :

Comité de solidarité
avec le peuple d'El Salvador
68, rue de Babylone - 75007 Paris
Tel : 555.25.54., de 17 h à 20 h.